

## Améliorer la collégialité de l'intelligence dans l'art de gouverner



**Libération.** 30 Mars 2012.

Contribution par Stéphane Hessel et Michel Rocard.

Le déroulement de la campagne électorale présidentielle dans un pays trop préoccupé de lui-même, assez indifférent au monde extérieur et qui ne connaît pas de menace interne vitale pourrait nous abuser. Car le monde tout entier affronte des dangers et des risques qui sont proches et parfaitement vitaux. C'est en effet une situation inconnue jusqu'ici, une première, que de voir les gouvernements en place sur la planète devoir faire face à la fois à quatre situations qui mettent en cause soit notre organisation sociale et notre civilisation, soit la vie elle-même.

Le réchauffement climatique va s'aggravant, et la coupable et dangereuse inaction de l'humanité le rend plus dangereux encore. La disparition du plein-emploi, depuis vingt ans dans tous les pays développés, détruit la cohésion sociale. Des déséquilibres financiers gigantesques risquent de provoquer à tout instant l'explosion de bulles spéculatives ravageuses. Enfin, le très ancien conflit du Moyen-Orient tourne à la menace de guerre entre Israël et les Etats-Unis d'une part, l'Iran et la Syrie soutenus par la Russie et la Chine d'autre part, devant une Europe silencieuse et impuissante mais embarquée malgré elle.

Aucun dirigeant connu ne dispose d'une expertise et d'une culture suffisantes pour traiter tous ces problèmes à la fois. Mais au lieu de chercher à améliorer la collégialité de l'intelligence dans l'art de gouverner, bien des peuples, dont le nôtre, semblent demander plus d'autorité à leurs chefs politiques, tout en s'ingéniant d'autre part à la paralyser. Plus grave, il n'y a toujours pas de gouvernance mondiale, même pas de capacité mondiale à décider. Toutes les négociations internationales conduites depuis le début du XXe siècle ont échoué, dans l'ordre économique ou financier comme en matière climatique ou stratégique. Le blocage à la décision est naturellement d'abord politique, mais il est surtout et d'abord la conséquence d'une approche culturelle, celle qui veut que l'organisation de la vie des hommes ne puisse se faire que sur une base nationale. Le temps est venu de se demander si la souveraineté nationale, après avoir dans les siècles précédents permis l'émergence de systèmes de droit et par là de civilisations, n'a pas atteint aujourd'hui un stade où elle devient un empêchement de décider, et donc une nuisance. Responsabilité et pouvoir, dit notre thème : la responsabilité ne consiste-t-elle pas à faire émerger du pouvoir là où c'est nécessaire, c'est-à-dire au niveau du monde entier puisque c'est tout entier qu'il est menacé par les mêmes risques.

La même question se pose à propos des discussions que le monde tient sur tout cela avec lui-même. Le respect des souverainetés nationales a conduit à désertier les procédures et les organes de l'Organisation des Nations unies pour leur préférer des conférences de consensus étrangères à la charte de l'ONU et qui échouent toutes. Il est nécessaire de réformer les Nations unies, et c'est un immense chantier, mais il est plus nécessaire encore d'y avoir recours, et que le monde puisse décider de son avenir même avec le désaccord de quelques Etats, fussent-ils grands. Le Collegium International a ouvert le débat sur ces questions gigantesques par un «Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable» suivi d'un ouvrage collectif *Le monde n'a plus le temps de perdre* qui sortira aux éditions LLL le 18 avril. Il est temps que les opinions publiques s'en saisissent largement de ce débat, puisque les politiques sont bloqués, enfermés dans leurs institutions impuissantes.

[Présentation](#)  
[Histoire](#)  
["Le Collegium International" par Michel Rocard](#)  
[Textes Fondateurs](#)  
[Bureau](#)  
[Les Membres](#)

